

RAPPORT

Affaire n° B1800324 du 10/10/2018

COMMUNE DE CINTREY

Révision du zonage d'assainissement



Historique des révisions				
VERSION	DATE	COMMENTAIRES	RÉDIGÉ PAR :	VÉRIFIÉ PAR :
1	10/10/2018	Relecture commune	JR	JR
0	05/10/2018	Création du document	CG	JR

Maître d'ouvrage : Commune de CINTREY
Mission : Révision du zonage d'assainissement

Affaire n° : B1800324
En date du : 10/10/2018

Contact : Julien ROBE, Chargé d'affaires
Adresse : Naldeo, Direction Opérationnelle EST
4 chemin de l'Ermitage
25000 BESANCON
Tél. : 03 81 52 38 38
Fax : 03 81 41 09 96
courriel : direction.est@naldeo.com

TABLE DES MATIERES

1	L'ENQUETE PUBLIQUE	5
1.1	La maitrise d'ouvrage	5
1.2	Objet de l'enquête	5
1.2.1	Contexte	5
1.2.2	Cadre réglementaire	5
1.2.3	Composition du dossier.....	6
1.3	Caractéristiques principales du projet révision de zonage d'assainissement.....	7
1.3.1	Les objectifs du zonage d'assainissement.....	7
1.3.2	Justification du zonage.....	8
1.4	Déroulement du projet et de l'enquête publique	8
1.4.1	Débat public, concertation préalable	8
1.4.2	L'enquête publique	8
1.4.3	Schéma de déroulement du projet du zonage d'assainissement	9
2	ZONAGE ASSAINISSEMENT	10
2.1	Données générales	10
2.1.1	Situation géographique	10
2.2	Données de population et urbanisme	11
2.3	Activités	12
3	LE MILIEU RECEPTEUR	13
3.1	Les eaux de surface.....	13
3.1.1	Qualité	13
3.1.2	Les zones inondables	14
3.2	Les eaux souterraines.....	14
3.2.1	Contexte géologique	14
3.2.2	Contexte hydrogéologique	15
3.2.3	Les circulations en eaux souterraines.....	15
3.2.4	Les ressources en eau.....	15
3.3	Zones naturelles particulières	16
3.3.1	Zones humides.....	16
3.3.2	Zones naturelles d'intérêt faunistique et floristique	16
3.3.3	Réseau Natura 2000	18
4	RESEAUX EXISTANTS	20
4.1	Description et fonctionnement	20

5	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	22
5.1	Systèmes existants	22
5.2	Caractéristiques pédologiques.....	22
5.3	Aménagements proposés	23
5.3.1	Systèmes existants	23
5.3.2	Nouveaux systèmes.....	24
6	ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	25
6.1	Assainissement collectif	25
6.2	Assainissement non collectif	25
6.2.1	Zones concernées.....	25
6.2.2	Justification du projet	25
6.2.3	Aspects réglementaires.....	26
6.3	Volet eaux pluviales	28
7	LISTE DES ANNEXES ET PLANS	30
7.1	Annexes	30
7.2	Plan hors texte	30

1 L'ENQUETE PUBLIQUE

1.1 La maitrise d'ouvrage

La maitrise d'ouvrage du projet de révision du zonage d'assainissement est assurée par la commune de Cintrey, dont l'adresse est la suivante :

Mairie de Cintrey
2 Rue du Paquis
70 120 CINTREY

1.2 Objet de l'enquête

1.2.1 Contexte

Le présent dossier fait suite à une étude complète de l'assainissement qui a débouché sur la définition d'un schéma directeur d'assainissement (décembre 2012) dont les grandes lignes sont reprises dans ce dossier et actualisées.

En juin 2012, la commune de Cintrey a défini son zonage d'assainissement. L'ensemble du village était classé en zone d'assainissement collectif.

Aujourd'hui la commune souhaite engager une révision de ce zonage. Le présent dossier explique les raisons de cette révision et définit les nouvelles limites du zonage d'assainissement de la commune de Cintrey, pour approbation en enquête publique.

1.2.2 Cadre réglementaire

En France la réglementation portant sur l'assainissement est présente à différents niveaux et à travers différents codes.

1.2.2.1 Le droit européen

Le droit européen donne des directives et des règlements concernant l'assainissement :

- Directive européenne du 12 juin 1986 relative à la protection de l'environnement et notamment des sols, lors de l'utilisation des boues d'épuration en agriculture
- Directive européenne du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires
- Directive Cadre sur l'eau du 23 octobre 2000 (version consolidée au 21 mars 2008)
- Règlement n°648/2004 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relatif aux détergents
- Règlement n°259/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 modifiant le règlement (CE) n°648/2004 en ce qui concerne l'utilisation des phosphates et autres composés du phosphore dans les détergents textiles destinés aux consommateurs et les détergents pour lave-vaisselle automatiques destinés aux consommateurs

- Règlement européen du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre des rejets et des transferts de polluants
- Directive européenne du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementales dans le domaine de l'eau

1.2.2.2 Le droit national

En application de l'article 35 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, et du Code Général des Collectivités Territoriales à l'article L2224-10, les communes (ou leurs groupements) doivent délimiter après enquête publique :

- « les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement, et, si elles le décident, leur entretien,
- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement. »

Les dispositions relatives à l'application de cet article ont été précisées par le décret 94-469 du 3 juin 1994 :

- « Art. 2. Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un réseau de collecte ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement, soit parce que son coût serait excessif,
- Art. 3. L'enquête publique préalable à la délimitation des zones d'assainissement collectif et des zones d'assainissement non collectif est celle prévue à l'article R. 123-11 du code de l'urbanisme,
- Art. 4. Le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de carte des zones d'assainissement de la commune ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé. »

La délimitation des zones doit être effectuée en lien étroit avec le document d'urbanisme. Une fois adoptées, les dispositions du zonage d'assainissement doivent être rendues opposables aux tiers. Pour les communes ayant adopté un plan local d'urbanisme, le zonage d'assainissement doit être annexé au PLU lors de son élaboration ou de sa révision. Par contre, pour les communes n'ayant pas adoptée de PLU, l'opposabilité du zonage approuvé sera réalisée par arrêté municipal.

L'enquête publique est réglementée par les textes R123-1 à R123-33 du Code de l'Environnement. De plus, le décret 2011-2018 du 29 décembre 2011 porte sur la réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement.

1.2.3 Composition du dossier

Le présent dossier est composé d'une pièce unique regroupant deux volets :

- Une note de présentation de l'enquête publique portant sur le projet de modification du zonage d'assainissement de la commune de Cintrey

- Le dossier du projet de zonage d'assainissement et la carte de zonage d'assainissement

1.3 Caractéristiques principales du projet révision de zonage d'assainissement

1.3.1 Les objectifs du zonage d'assainissement

1.3.1.1 Délimitation des zones d'assainissement

Le zonage d'assainissement se contente d'identifier la vocation de différentes zones du territoire de la commune en matière d'assainissement au vu de deux critères principaux : l'aptitude des sols et le coût de chaque option.

Il n'est donc pas un document de programmation de travaux, ne fige pas une situation en matière d'assainissement et n'a pas d'effet sur l'exercice par la commune de ses compétences. Ceci entraîne plusieurs conséquences :

- en délimitant les zones d'assainissement collectif, la commune ne détermine que le mode d'assainissement qui sera retenu. Elle s'engage ainsi à réaliser des équipements publics, et à étendre les réseaux existants si besoin est.
- les constructions situées en zone « assainissement collectif » ne bénéficient pas d'un droit à disposer d'un équipement collectif à une échéance donnée. La réglementation en la matière s'applique donc comme partout ailleurs : en l'absence de réseau, il est nécessaire de disposer d'un équipement individuel maintenu en bon état de fonctionnement pour les habitations existantes et d'un équipement individuel répondant aux normes en vigueur pour les constructions neuves.
- le zonage est susceptible d'évoluer, pour tenir compte de situations nouvelles. Ainsi, des projets d'urbanisation à moyen terme peuvent amener la commune à basculer certaines zones en « assainissement collectif ». Il sera alors nécessaire de suivre la même procédure que pour l'élaboration initiale du zonage si cela entraîne une modification importante de celui-ci.
- il n'est pas nécessaire que les zones d'assainissement soient définies pour que la commune mette en place un service de contrôle et éventuellement d'entretien des installations, même si le zonage constitue un préalable logique.

1.3.1.2 Aspects environnementaux

La commune de Cintrey se trouve dans un patrimoine naturel très varié et offrant une grande richesse écologique. La commune est située sur la vallée de la Sorlière, de nombreux ruisseaux traversent le territoire.

Il est donc possible que les activités présentes sur la commune puissent avoir une incidence sur l'environnement, pour les habitats naturels et les espèces présentes. L'amélioration de l'assainissement sur la commune à travers l'élaboration du zonage d'assainissement, contribuera à préserver les espèces et les habitats.

En effet, la mise en place d'un zonage d'assainissement constitue une première étape dans l'élaboration d'un projet global d'assainissement au niveau communal. Si l'absence d'assainissement peut constituer

une nuisance aux milieux naturels, la mise en place d'un système d'assainissement, qu'il soit collectif ou non, pourrait également impacter l'environnement. C'est pourquoi la réflexion en matière d'assainissement doit être globale et donc intégrer en plus des questions économiques, les aspects environnementaux.

L'élaboration d'un dossier de zonage et par la suite sa mise en œuvre permettent d'une part de prendre connaissance de l'état des lieux de l'assainissement existant sur la commune. Et d'autre part, il permet par son application, un meilleur contrôle des rejets d'assainissement. Cela doit permettre à terme de limiter l'impact des rejets de la commune sur l'environnement.

1.3.2 Justification du zonage

Le conseil municipal de Cintrey après avoir pris connaissance du projet de zonage d'assainissement a statué pour un zonage en assainissement non collectif sur l'ensemble de la commune. Ce mode de gestion des eaux usées se fait en correspondance avec la situation existante en prenant en compte les évolutions possibles sur la commune et les possibilités ou impossibilité de raccordement pour les habitations qui ne sont actuellement par connectées au réseau de collecte des eaux usées. La définition des zones d'assainissement non collectif implique la commune dans sa responsabilité vis-à-vis du bon fonctionnement des équipements individuels d'assainissement.

La mise en place du zonage permettra également à terme de connaître le niveau d'équipement des habitations et d'en assurer son suivi. Cela aura pour effet de limiter l'impact sur l'environnement que pourrait avoir les rejets de la commune de Cintrey.

1.4 Déroulement du projet et de l'enquête publique

A partir des documents existants et suite à des échanges avec la commune, le projet de dossier de zonage a été établi. Le projet de zonage d'assainissement présente ce qu'est un zonage d'assainissement, les principales caractéristiques de la commune, le contexte environnemental, décrit les installations d'assainissement existantes et propose des scénarios d'assainissement. A la suite de cela, le conseil municipal peut statuer sur les limites du zonage d'assainissement et procéder à sa mise en enquête publique.

1.4.1 Débat publique, concertation préalable

S'agissant d'une modification du zonage existant, il n'y a pas eu de débat publique ni de concertation préalable avant la demande de nomination du commissaire enquêteur.

1.4.2 L'enquête publique

L'enquête publique est une procédure codifiée qui permet la consultation des citoyens en préalable à la réalisation d'opérations importantes d'aménagement du territoire.

L'enquête publique vise à :

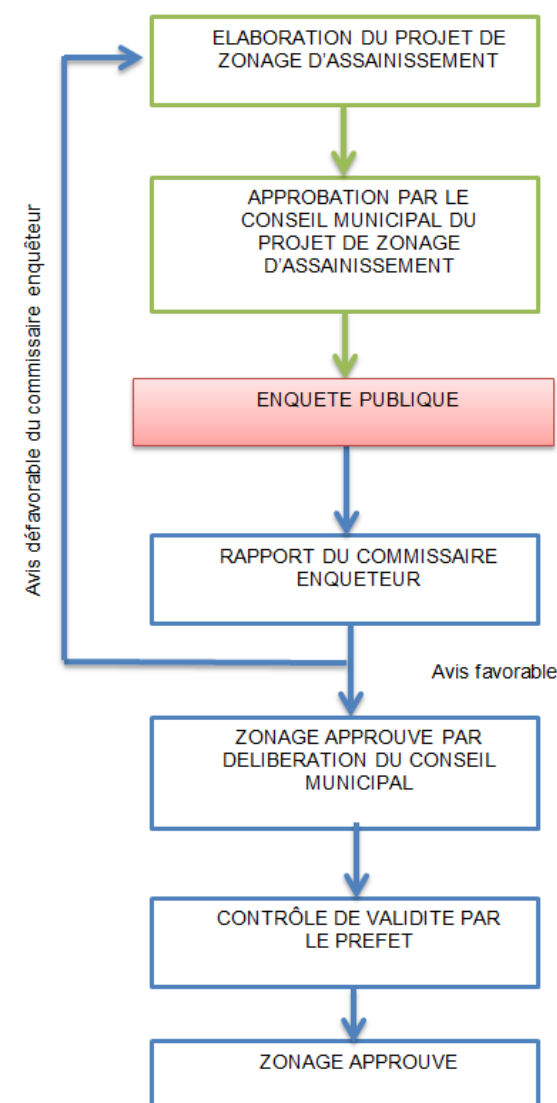
- Informer le public
- Recueillir sur la base d'une présentation argumentée, ses avis, suggestions et éventuelles contre-propositions

- Elargir les éléments nécessaires à l'information du décideur et des autorités compétentes avant toute prise de décision

Le commissaire enquêteur nommé par le Président du Tribunal Administratif veille au bon déroulement de l'enquête. Il rassemble les éléments apportés par le public et produit un rapport d'enquête. A la suite de ce rapport, il exprime son avis personnel et motivé.

1.4.3 Schéma de déroulement du projet du zonage d'assainissement

Le schéma présenté ci-après synthétise le projet dans son ensemble et permet de situer l'enquête publique dans le processus d'élaboration du projet de zonage d'assainissement.

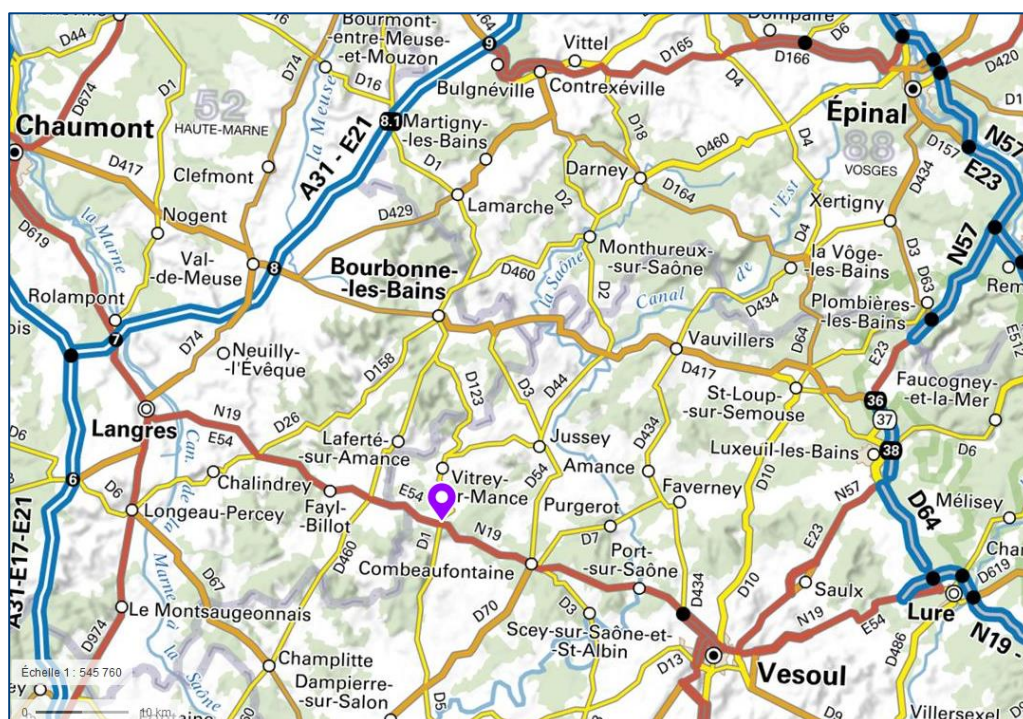


2 ZONAGE ASSAINISSEMENT

2.1 Données générales

2.1.1 Situation géographique

La commune de Cintrey, qui compte 97 habitants au dernier recensement officiel de l'INSEE en 2015, se trouve dans le canton de Jussey, à mi-distance entre Vesoul et Langres, traversé par la R.N.19. La commune se trouve en limite des départements de la Haute-Saône (70) et de la Haute-Marne (52), en bordure du ruisseau des Pendants ou ruisseau du Moulin.



Localisation de la commune

Cintrey, dont l'altitude est voisine de 320 m pour le centre-bourg, appartient à la vallée de la Sorlière. La commune se trouve au niveau d'une zone de plateau entaillée par de nombreux ruisseaux avec la Sorlière et la Rigotte au sud et l'Ougeotte au nord.

Le climat est de type continental, marqué par des précipitations régulières tout au long de l'année (influence océanique et proximité de la chaîne des Vosges et du Jura), parfois soutenues notamment en été. En relation avec l'altitude, l'enneigement reste occasionnel en hiver.

Le territoire communal est peu étendu (600 ha environ) et reste principalement composé de zones de cultures au nord et de bois au sud (Bois de la Salle). L'habitat est ainsi regroupé autour du centre bourg. On ne recense aucun écart ou hameau sur la commune de Cintrey.



Le territoire communal

Dans ce secteur, la topographie est peu marquée au niveau du village et de la partie nord du territoire communal. Au sud, l'altitude atteint 358 m au niveau du Bois de la Salle et s'abaisse dans la vallée de la Sorlière pour atteindre 270 m au niveau de l'étang.

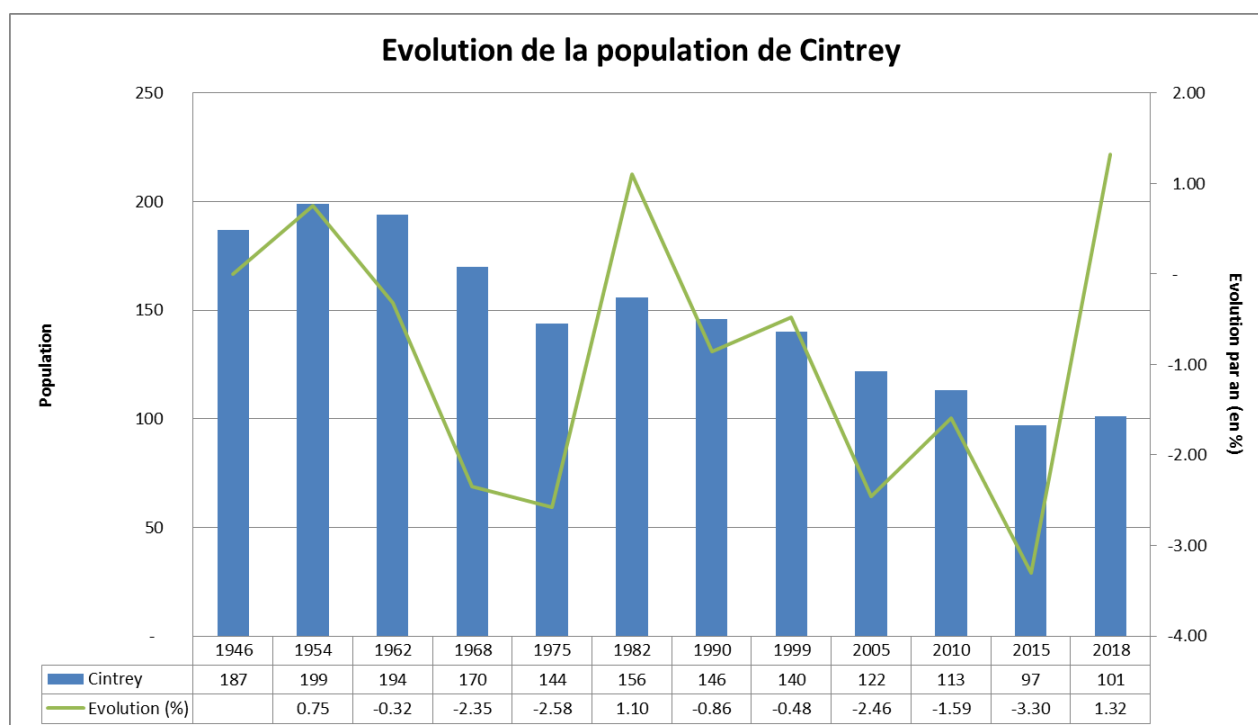
La commune est équipée de réseaux unitaires, Ø 300 à Ø 600, en béton qui desservent la totalité du village. On compte également un petit secteur (rue des Jardins) équipé de réseaux séparatifs. La collecte reste bien organisée et dessert toutes les rues du centre-bourg. On compte deux bassins versant et deux exutoires différents à Cintrey.

Il n'existe aucun système de traitement collectif avant rejet dans le milieu naturel. Les rejets sont réalisés dans le ruisseau des Pendants ou ruisseau du Moulin, affluent de la Sorlière en rive droite, en amont de l'étang.

2.2 Données de population et urbanisme

La commune de Cintrey compte actuellement 101 habitants (source communale). La population ne cesse de diminuer depuis de nombreuses années.

Aucune évolution de la population n'est par ailleurs attendue à moyen terme. Il n'existe pas d'important projet d'urbanisation à ce jour.



Evolution de la population de la commune de Cintrey

La commune de Cintrey ne possède actuellement aucun document d'urbanisme.

La commune compte 84 logements (données de 2012), dont 54 résidences principales, 11 résidences secondaires ou logements occasionnels, et 19 logements vacants, soit un taux d'occupation légèrement supérieur à 1 personne par résidence principale (1,15).

2.3 Activités

Concernant les activités, on recense encore quelques exploitations agricoles à Cintrey (trois). D'après la commune, ces exploitations n'ont cependant aucun impact sur le fonctionnement de l'assainissement soit parce qu'elles sont à l'extérieur du centre bourg, soit parce qu'il n'y a pas d'activité d'élevage, ou de rejet d'effluent agricole.

En termes d'activité susceptible de générer des flux de pollution particulier, il existe un restaurant sur la commune. Les rejets restent toutefois d'origine domestique.

Ainsi, l'impact des activités sur le fonctionnement du système d'assainissement est donc très faible.

3 LE MILIEU RECEPTEUR

3.1 Les eaux de surface

3.1.1 Qualité

3.1.1.1 Données de qualité

Les rejets sont réalisés dans le *ruisseau des Pendants* ou *ruisseau du Moulin*, affluent de la *Sorlière* en rive droite, en amont de l'étang. La *Sorlière* est elle-même un affluent de la *Gourgeonne*, un peu à l'aval de Gourgeon où la *Gourgeonne* prend naissance.

Le *ruisseau du Moulin* n'est pas suivi dans le cadre du réseau de contrôle de surveillance (portail des données sur l'eau du bassin Rhône Méditerranée, système national d'information sur l'eau, EauFrance). La *Sorlière* a fait l'objet d'une étude en 1990, si bien que ces données trop anciennes ne nous permettent pas d'apprécier le fonctionnement actuel de ce système. En 2009, la *Sorlière* a fait l'objet d'un suivi, elle est classée « *bon état* » pour l'état chimique et écologique.

MASSES D'EAU			ÉTAT ÉCOLOGIQUE						ÉTAT CHIMIQUE				
N°	NOM	STATUT	2009			OBJ. BE ①	MOTIFS DU REPORT ①		2009		OBJ. BE ①	MOTIFS DU REPORT ①	
			ÉTAT ①	NC ①	NR NQE ①		CAUSES	PARAMÈTRES	ÉTAT ①	NC ①		CAUSES	PARAMÈTRES
FRDR11876	ruisseau la sorlière	MEN	BE	2		2015			BE	2	2015		

Etat des eaux de la Solière

La *Gourgeonne* fait l'objet d'un suivi régulier à Renaucourt. Cette station est située à l'aval de la confluence avec la *Sorlière*. Les résultats étaient les suivants (code station 06003840) :

Années (1)	Bilan de l'oxygène	Température	Nutriments		Acidification	Polluants spécifiques	Invertébrés benthiques	Diatomées	Macrophytes	Poissons	Hydromorphologie	Pressions hydromorphologiques	ÉTAT ÉCOLOGIQUE	POTENTIEL ÉCOLOGIQUE	ÉTAT CHIMIQUE
			Nutriments N	Nutriments P											
2009	BE	TBE	BE	TBE	TBE	Ind							Ind		
2008	BE	TBE	BE	TBE	TBE	Ind							Ind		Ind

Etat des eaux de la station

Les résultats sont obtenus conformément à l'arrêté du 27 Juillet 2015. Peu de données sont disponibles sur cette masse d'eau. Pour les paramètres analysés, l'eau est de bonne qualité.

L'impact de la commune de Cintrey reste toutefois très difficilement quantifiable bien que le rejet direct d'effluents dans le milieu naturel participe dans une certaine mesure à une baisse de la qualité des eaux.

Lors du schéma directeur de 2011, l'impact du rejet de la commune de Cintrey avait été démontré. Une détérioration du milieu avait été alors constatée.

3.1.1.2 Objectifs de qualité

La Sorlière (code FRDR11876), dans le cadre du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) en cours, possède un objectif d'atteinte de la bonne qualité des eaux pour l'année 2015 pour l'état chimique et 2027 pour l'état écologique. Pour l'état écologique, ce report est dû à des contraintes de faisabilité technique.

A noter que la pollution d'origine domestique ne fait pas partie des pressions prioritaires à traiter sur la masse d'eau.

L'amélioration de l'assainissement sur la commune de Cintrey contribuera cependant à garantir le respect du bon état écologique et chimique.

3.1.2 Les zones inondables

La commune de Cintrey n'était pas concernée par le risque inondation.

3.2 Les eaux souterraines

3.2.1 Contexte géologique

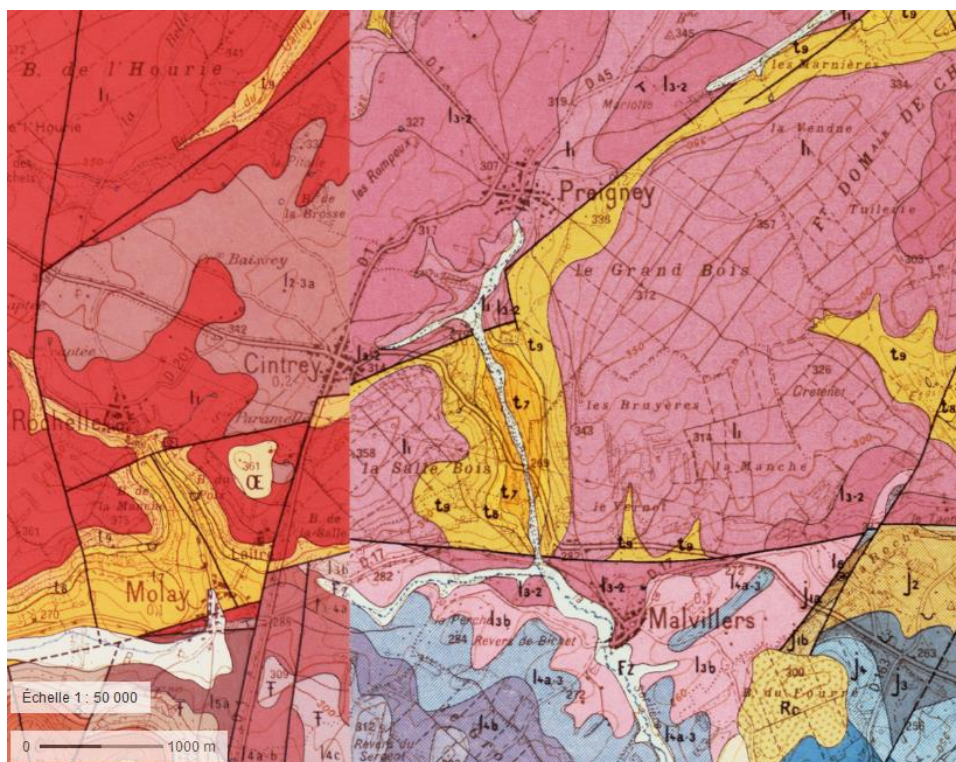
Cintrey se trouve à la limite entre deux grands ensembles structuraux de la région : le fossé d'effondrement de Jussey au nord et le secteur de plateau au sud nommé plateau de Combeaufontaine.

La première partie correspond à une structure horizontale de grès et de marnes sous-jacentes conférant au paysage un aspect tabulaire. Cet ensemble apparaît en réalité comme une très vaste dépression qui constitue la marge extrême du domaine périvosgien.

Le plateau de Combeaufontaine est limité au niveau du sud de la commune par une faille très importante formant la bordure du « fossé de la Saône ». Des accidents de moindre importance accompagnent cette grande faille et déterminent des compartiments marginaux aussi bien dans les calcaires du plateau que dans les marnes et les grès de la dépression de Jussey.

Dans ce contexte, le centre bourg de Cintrey repose sur deux types de formations différentes :

- Une zone de calcaires gris-bleu (l3-2) sur laquelle repose le centre du village et toute la partie nord du territoire communal ;
- 30 m de marnes vertes (t9) au sud du village mis en contact avec les formations précédentes par une petite ligne de faille.



Extrait de la carte géologique

3.2.2 Contexte hydrogéologique

Les aquifères sont ici de plusieurs types :

- La petite nappe alluviale de la Sorlière de faible importance ;
- L'aquifère des grès rhétiens (I1), formation sédimentaire située sous le niveau des calcaires gris-bleu sur lequel repose le village, qui donnent des sources abondantes à débit régulier fournissant une eau de bonne qualité, comme celle des sources du Bois de Cintrey ou du forage de Cintrey.

3.2.3 Les circulations en eaux souterraines

Concernant les circulations en eaux souterraines, aucune coloration n'est recensée sur la commune.

Il reste difficile d'appréhender l'état des circulations souterraines dans ce secteur en raison notamment de la présence d'éléments tectoniques. Les failles jouant le rôle de drains préférentiels aux écoulements, des circulations souterraines peuvent ainsi s'établir sur des distances importantes.

3.2.4 Les ressources en eau

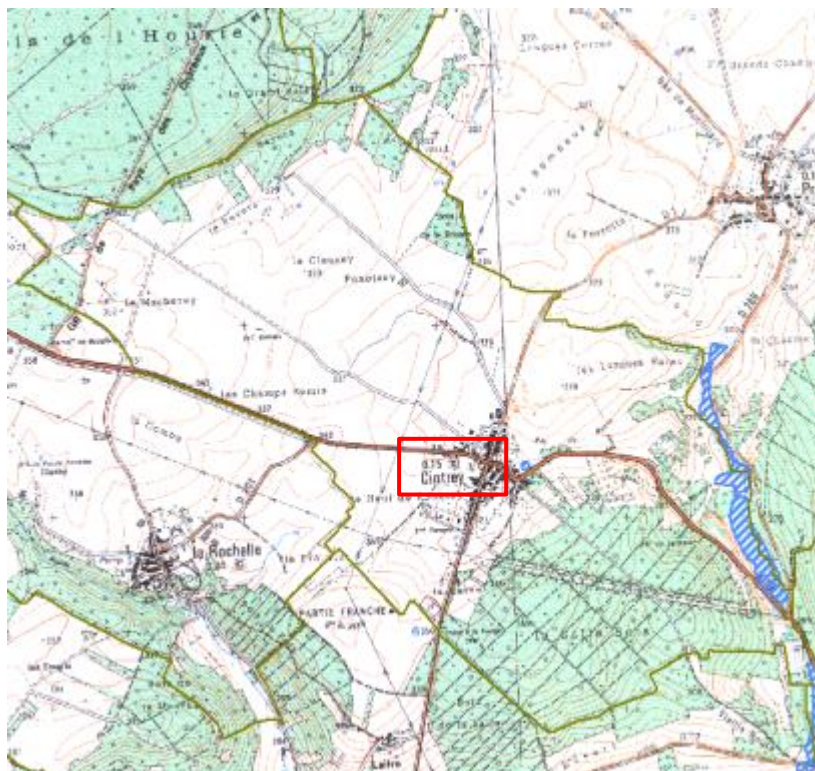
La commune de Cintrey est alimentée en eau potable par deux captages situés dans le Bois de la Salle (secteur sud du territoire communal) et par le forage de Cintrey situé sur le versant du Bois de la Salle, au sud de la RN19.

Ces ressources exploitent l'aquifère des Grès Rhétiens. Les périmètres de protection sont en cours de mise en place.

3.3 Zones naturelles particulières

La commune de Cintrey, située en zone sensible « Saône et Doubs » compte plusieurs zones naturelles présentant un intérêt particulier.

3.3.1 Zones humides



Localisation des zones humides

Ces secteurs de zones humides sont notamment présents dans la vallée de la Sorlière, à l'aval du village et ne sont donc pas impactés directement par le système d'assainissement de la commune.

3.3.2 Zones naturelles d'intérêt faunistique et floristique

3.3.2.1 Aspects réglementaires

L'inventaire ZNIEFF trouve son assise législative dans l'article L.411-5 du code de l'environnement.

Une ZNIEFF correspond à l'identification scientifique d'un secteur du territoire national particulièrement intéressant sur le plan écologique. L'ensemble de ces secteurs constitue l'inventaire des espaces naturels exceptionnels ou représentatifs du patrimoine faunistique et floristique de notre pays, et le cœur de l'inventaire national du patrimoine naturel prévu par l'article L.411-5 du code de l'environnement.

Cet inventaire ne peut prétendre à l'exhaustivité. Une actualisation périodique est nécessaire compte tenu des mutations de l'espace régional : urbanisme, intensification ou au contraire abandon des activités agricoles... Cela peut alors donner lieu, lorsque l'on constate que la description initiale des zones ne correspond plus à ce qui existe sur le terrain soit à l'ajout de nouvelles zones, soit au retrait des zones ayant perdu leur intérêt patrimonial.

Dans sa conception, l'inventaire ZNIEFF est donc un outil de connaissance et non une procédure de protection des espaces naturels. Il n'a pas de portée normative, même si ces données doivent être prises en compte notamment dans les documents d'urbanisme ainsi que dans les études d'impact.

L'identification d'une ZNIEFF se fait selon une méthode scientifique, à partir de critères définis sous le contrôle du Muséum National d'Histoire Naturelle. Cette identification ne correspond donc en aucune façon à un "classement" et n'est accompagnée d'aucune mesure réglementaire de protection. Elle signifie simplement que le site en question a été répertorié pour sa qualité biologique et écologique.

L'inventaire ZNIEFF est bien un outil d'appréciation ou d'aide à la décision en matière d'aménagement et ne saurait imposer en lui-même une contrainte juridique directe.

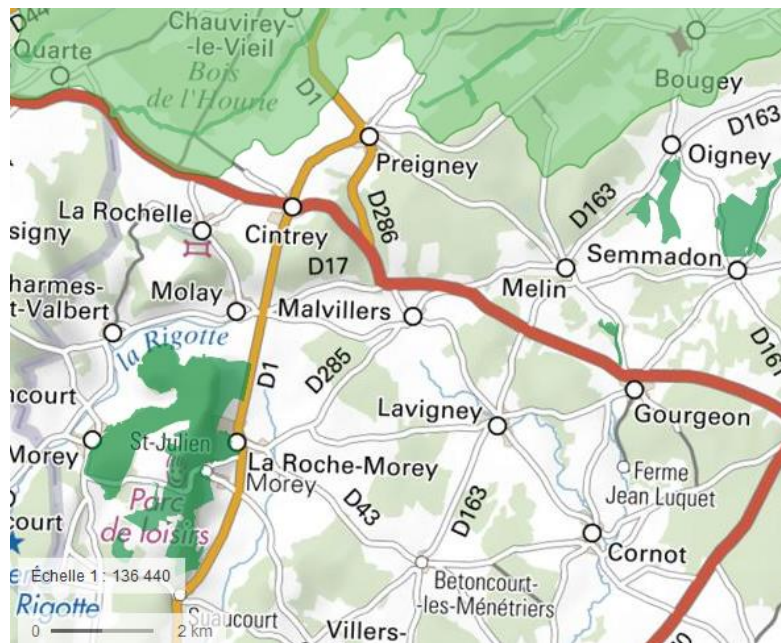
Toutefois, la ZNIEFF peut constituer, dans certains cas, un indice pour le juge administratif lorsqu'il doit apprécier la légalité d'un acte administratif au regard de dispositions législatives et réglementaires relatives aux espaces naturels. L'existence d'une ZNIEFF apparaît comme un élément de qualification du site et la décision du juge s'appuie alors sur la méconnaissance de textes législatifs ou réglementaires. L'inscription à l'inventaire ZNIEFF peut aussi être utilisée par le juge en cas d'erreur manifeste d'appréciation, dans l'exercice de son contrôle des procédures administratives (en matière d'urbanisme, d'aménagement, d'autorisations diverses...).

Il faut aussi souligner que les éléments justifiant l'intérêt patrimonial de la ZNIEFF (espèces de faune et de flore) peuvent faire l'objet d'une protection juridique nationale ou régionale (articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement), et ce indépendamment de l'inventaire.

3.3.2.2 Les zones présentes dans le secteur d'étude

- Un secteur de ZNIEFF de type I : Ruisseaux affluents de l'Ougeotte
- Un secteur de ZNIEFF de type II : Haute vallée de l'Ougeotte

Seule la partie Nord du territoire communal est concernée par ces ZNIEFF



Localisation des ZNIEFF I et II

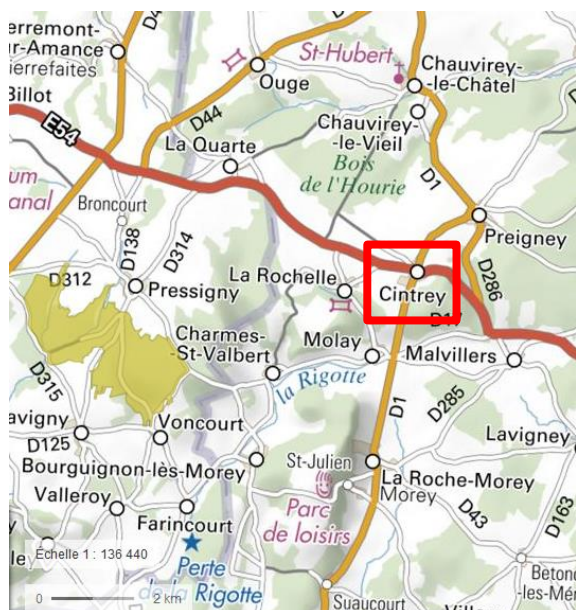
3.3.3 Réseau Natura 2000

Le réseau Natura 2000 doit contribuer à atteindre les objectifs internationaux de biodiversité tout en tenant compte des exigences économiques, sociales et culturelles. Il vise à assurer le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et habitats d'espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire.

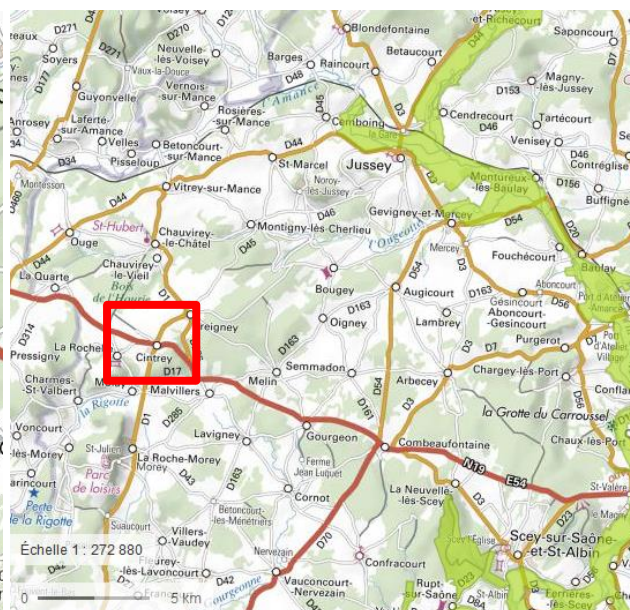
Ce réseau est constitué :

- des Zones de Protection Spéciales (ZPS) issues de la directive Oiseaux,
- des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) issues de la directive Habitats.

L'existence d'un site Natura 2000 implique que tout projet devra, par le biais d'une « étude d'incidence sur le site Natura 2000 », démontrer l'absence d'incidence significative sur le site. Le cas échéant seuls les projets d'intérêt public majeur seront autorisés et dans ce cas des mesures compensatoires seront mises en place afin de maintenir la protection et la cohérence globale du réseau.



Directive Habitats



Directive Oiseaux

La commune de Cintrey est éloignée d'un peu moins d'une dizaine de kilomètres des premières zones NATURA 2000 Habitats et d'une quinzaine pour la directive Oiseaux.

4 RESEAUX EXISTANTS

4.1 Description et fonctionnement

Le réseau d'assainissement de Cintrey est un réseau de type unitaire fonctionnant gravitairement. Les canalisations sont principalement en Ø 300 à Ø 600, en béton.

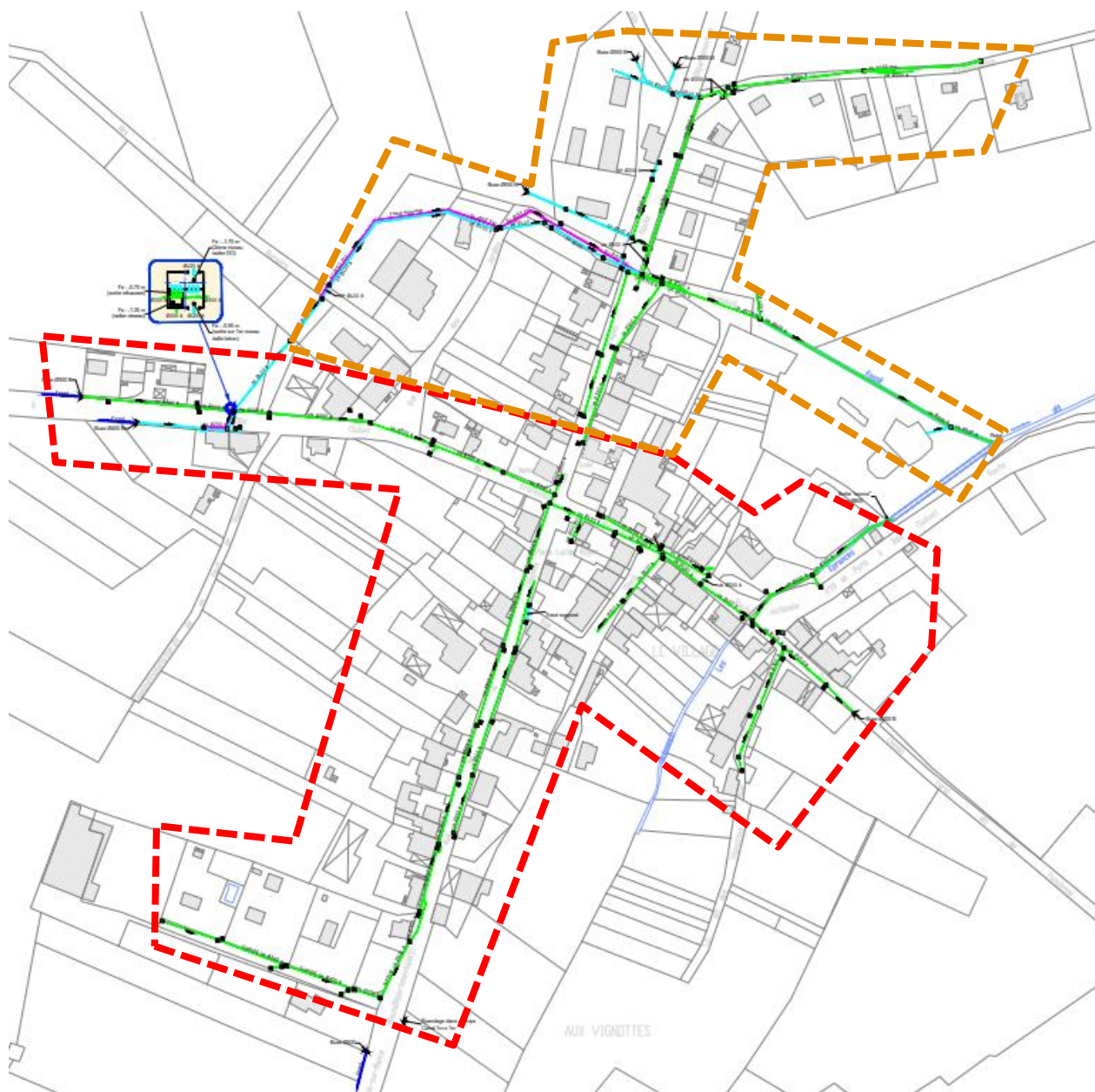
Il existe deux bassins versants de collecte au niveau de la commune. Aucun d'entre eux n'est équipé d'un système de traitement des effluents avant rejet dans le milieu naturel.

Le premier bassin versant dessert la RN19 et toute la partie du village située au sud de la RN19 (représenté en rouge sur la figure suivante). Ces collecteurs raccordent toutes les rues de ce secteur. Des dépôts importants ont été observés sur ce bassin versant ainsi que la présence d'eaux claires parasites et des regards en mauvais état général lors du schéma directeur de 2010. Des fossés routiers sont raccordés dans les secteurs amont.

On compte un déversoir d'orage en tête de réseau côté Langres qui permet de délester le réseau vers le bassin versant sud. Enfin le rejet est réalisé dans le ruisseau sans traitement préalable.

Le second bassin versant (en orange) reprend donc la partie nord de la commune ainsi que le lotissement équipé d'un réseau séparatif et la surverse de temps de pluie du déversoir d'orage. Au final, aussi bien les eaux usées que les eaux pluviales se mélangent et le collecteur devient unitaire au carrefour de l'impasse Bourgaud et de la rue du Paquis.

Un collecteur Ø600 en béton vient rejeter ensuite les effluents dans le ruisseau, toujours sans traitement préalable.



Extrait du plan des réseaux existants d'assainissement

5 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

5.1 Systèmes existants

Des contrôles SPANC ont été réalisés sur la commune de Cintrey.

Le bilan de ces contrôles (62) est le suivant :

Habitation contrôlée	62
Travaux obligatoires à réaliser dans les meilleurs délais	2
Travaux obligatoires à réaliser dans les meilleurs délais si l'habitation devient habitée	1
Installation présente mais non accessible	14
Installation présente mais travaux à réalisés dans un délai de 1an si vente	43
Habitation non contrôlée	2

Résultats SPANC

Les habitations contrôlées, disposent presque toutes d'un dispositif de prétraitement de l'effluent. Une seule habitation dispose d'une filière complète (prétraitement et traitement).

Le milieu récepteur est caractérisé soit par la rivière directement ou par des fossés, soit vers le milieu souterrain par l'intermédiaire de puits d'infiltration.

La compétence de l'assainissement non-collectif est détenue par la Communauté de Communes des Hauts du Val de Saône dont fait partie la commune de Cintrey.

Le contrôle des installations d'assainissement non collectif continuera à être porté par cette structure.

5.2 Caractéristiques pédologiques

Les filières de traitement en assainissement non collectif sont de deux types : celles utilisant le sol en place, et celles utilisant un sol reconstitué. Il n'y a pas eu d'étude de sol réalisée préalablement à Cintrey en raison du caractère regroupé de l'habitat.

Toutefois et compte tenu du contexte de la commune, les filières possibles correspondent à celles suivantes :

- Les filtres à sables (drainés ou non drainés). Compte tenu de la nature imperméable des couches géologiques, la mise en place de filières drainées s'avérera nécessaire ;
- Les tertres d'infiltration (dans le cas de la présence d'une nappe d'eau à faible profondeur). Cela pourrait être le cas dans certains secteurs à Cintrey ;

- On peut évoquer également les filières compactes (filtres à zéolite) ou ultracompactes (microstations d'épuration) dans les cas où les contraintes d'habitat et de disponibilités de terrains ne permettent pas l'implantation des premières filières citées.

5.3 Aménagements proposés

5.3.1 Systèmes existants

La loi dite Grenelle 2 prévoit qu'en matière d'assainissement non collectif, « pour les installations existantes, des travaux ne seront nécessaires, à l'issue du contrôle, qu'en cas de danger pour les personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement, dont les critères d'évaluation seront définis par arrêté interministériel ».

La commune de Cintrey est située :

- Hors zone à enjeu sanitaire
- Hors zone à enjeu environnemental

Problèmes constatés sur l'installation	Zone à enjeux sanitaires ou environnementaux		
	NON	OUI	
		Enjeux sanitaires	Enjeux environnementaux
<input type="checkbox"/> Absence d'installation	Non respect de l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique		
	★ Mise en demeure de réaliser une installation conforme ★ Travaux à réaliser dans les meilleurs délais		
<input type="checkbox"/> Défaut de sécurité sanitaire (contact direct, transmission de maladies par vecteurs, nuisances olfactives récurrentes) <input type="checkbox"/> Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages constituant l'installation <input type="checkbox"/> Implantation à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution	Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes Article 4 - cas a)		
<input type="checkbox"/> Installation incomplète <input type="checkbox"/> Installation significativement sous-dimensionnée <input type="checkbox"/> Installation présentant des dysfonctionnements majeurs	Installation non conforme Article 4 - cas c) ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente	Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes Article 4 - cas a) ★ Travaux obligatoires sous 4 ans ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente	Installation non conforme > Risque environnemental avéré Article 4 - cas b) ★ Travaux obligatoires sous 4 ans ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente
<input type="checkbox"/> Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs	★ Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation		

Arrêté du 27 avril 2012

Compte tenu des critères fixés dans l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif, et **en l'absence d'installation, les travaux de mise en conformité de l'installation seront à réaliser dans les meilleurs délais.**

Ces travaux concernent, d'après les réponses aux questionnaires, 2 logements (sur 62).

Compte tenu des critères fixés dans l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif, et **en cas d'installation incomplète (fosse septique seule par exemple), les travaux de mise en conformité de l'installation seront à réaliser en cas de vente et dans un délai de 1 an.**

Ces travaux concernent, d'après les réponses aux questionnaires, 43 logements (sur 62).

Un contrôle régulier de ces systèmes devra toutefois être réalisé dans le cadre du Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) dont la compétence est détenue par la Communauté de Communes des Hauts du Val de Saône.

Les éventuelles réhabilitations nécessaires des systèmes d'assainissement non collectif (jugées d'après les conclusions du contrôle de bon fonctionnement) sont estimées généralement à environ 6 500 € HT à 10 000 € HT par système. Ces frais resteront à la charge des particuliers. Cependant la présence de contrainte foncière (disponibilité de terrain) peut engendrer un surcoût non négligeable et néanmoins difficilement quantifiable.

Le subventionnement est possible mais de manière individuelle et au cas par cas. Cette aide peut revêtir différentes formes telles que des prêts à taux zéro, une TVA réduite, une aide de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat ou des caisses de retraite... Les situations sont très différentes d'un propriétaire à l'autre et les aides évoluent constamment, il est difficile d'en dresser un bilan exhaustif.

5.3.2 Nouveaux systèmes

Pour les nouveaux systèmes, les propriétaires devront se conformer à l'arrêté du 07 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques en la matière.

Le dimensionnement et le choix de la filière devra être justifié.

Un contrôle de réalisation devra être réalisé par le SPANC avant remblaiement et mise en service de la filière d'assainissement non collectif.

Pour la création d'un système, ce coût est généralement plus faible qu'une réhabilitation car le projet est pris en compte dès le permis de construire, les contraintes de mise en place sont donc souvent moins importantes.

6 ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Le projet de carte de zonage est présenté hors-texte.

La carte de zonage découlant des orientations définies précédemment et délimitant la zone d'assainissement non collectif est présentée sur plan fourni hors texte. Il est toutefois entendu que même à l'extérieur de la zone, l'assainissement non collectif, en cas d'urbanisation possible, s'impose.

Ce projet de zonage d'assainissement a fait l'objet d'un arrêté par délibération du Conseil Municipal du 14 avril 2017 et rendu public par affichage le 14 avril 2017 (voir en annexe).

6.1 Assainissement collectif

Aucune zone d'assainissement collectif n'est définie pour la commune de Cintrey.

6.2 Assainissement non collectif

6.2.1 Zones concernées

Toutes les zones urbanisées et urbanisables de la commune de Cintrey sont classées en zone d'assainissement non collectif.

6.2.2 Justification du projet

Compte tenu du coût important que représenterait la mise en place d'un assainissement de type collectif sur la commune de Cintrey, estimé en version initiale (schéma directeur 2011) à 490 k€ qu'il s'agirait de réactualiser en fonction de :

- Contraintes de rejet aujourd'hui plus contraignantes (arrêté du 21 juillet 2015)

Le surcoût estimé, relatif à la prise en compte de ces contraintes est d'environ 20 k€ pour le traitement (renforcement des performances).

Le coût de mise en place d'un assainissement collectif serait ainsi d'environ 510 k€.

Aussi, la commune a souhaité une révision de son zonage afin d'opter pour la mise en place d'un zonage en tout assainissement non collectif sur la totalité du territoire communal de Cintrey.

Une réhabilitation d'ensemble des systèmes d'assainissement non collectif chez les particuliers reste avantageuse car :

- Elle permet d'obtenir des subventions de la part de l'Agence de l'Eau et/ou des conseils départementaux (nécessité d'une réhabilitation groupée voire d'ensemble et sous maîtrise d'ouvrage communale)
- Elle permet de réaliser des économies par rapport à la mise en place d'un assainissement de type collectif plus lourd à mettre en place et dont tous les aspects ne sont pas maîtrisés (notamment la localisation du système de traitement pour le village en raison de fortes contraintes).

Ainsi le projet de réhabilitation d'ensemble permettra d'obtenir un parc d'assainissement non collectif récent sur la commune de Cintrey et en bon état de fonctionnement.

La mise en place de systèmes conformes à la réglementation actuelle sera ainsi parfaitement compatible et nettement adapté avec les objectifs d'atteinte du bon état des eaux fixés par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée.

Puis, la réhabilitation des systèmes d'assainissement non collectif sera réalisée au coup par coup selon les résultats des contrôles de bon fonctionnement, réalisés par la Communauté de Communes des Hauts du Val de Saône.

Ainsi à court et moyen terme, et sans recourir à l'assainissement collectif, la réhabilitation progressive des systèmes d'assainissement non collectifs les plus pénalisants pour le milieu récepteur permettra de diminuer l'impact du fonctionnement du système d'assainissement de Cintrey sur la qualité du milieu récepteur et à plus long terme de le supprimer totalement en matière d'assainissement.

La commune a donc choisi l'assainissement non collectif comme mode de gestion des eaux usées domestiques sur la totalité du territoire communal de Cintrey.

6.2.3 Aspects réglementaires

6.2.3.1 Obligation de la Collectivité

Les obligations de la Collectivité sont fixées par l'article L.2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, la commune assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission consiste :

1° Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un examen préalable de la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager et en une vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, la commune établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;

2° Dans le cas des autres installations, en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, la commune établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

Les modalités d'exécution de la mission de contrôle, les critères d'évaluation de la conformité, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement, ainsi que le contenu du document remis au propriétaire à l'issue du contrôle sont définis par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans.

Elles peuvent assurer, avec l'accord écrit du propriétaire, l'entretien, les travaux de réalisation et les travaux de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif prescrits dans le document de

contrôle. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.

Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.

Le contrôle des installations est défini par l'arrêté du 07 septembre 2009 (complété par l'arrêté du 14 avril 2012) relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

La mission de contrôle vise à vérifier que les installations d'assainissement non collectif ne portent pas atteinte à la salubrité publique, ni à la sécurité des personnes, et permettent la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines, en identifiant d'éventuels risques environnementaux ou sanitaires liés à la conception, à l'exécution, au fonctionnement, à l'état ou à l'entretien des installations.

Cette mission comprend :

- Pour les installations ayant déjà fait l'objet d'un contrôle : un contrôle périodique selon les modalités fixées à l'article 3 ;
- Pour les installations n'ayant jamais fait l'objet d'un contrôle :
 - Pour celles réalisées ou réhabilitées avant le 31 décembre 1998 : un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien selon les modalités fixées à l'article 4 ;
 - Pour celles réalisées ou réhabilitées après le 31 décembre 1998 : une vérification de conception et d'exécution selon les modalités fixées l'article 5.

Cette mission est réalisée dans le cadre du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC). Cette mission peut être déléguée à une structure plus vaste (syndicat, communauté de communes, etc.) et/ou à une structure privée (délégation de service public).

La commune de Cintrey a délégué cette mission à la Communauté de Communes des Hauts du Val de Saône qui détient la compétence de l'assainissement non-collectif.

6.2.3.2 Obligations des particuliers

Le propriétaire doit maintenir son système d'assainissement non collectif existant en bon état de fonctionnement notamment en assurant à la filière un entretien régulier (vidange de la fosse septique, renouvellement des drains ou des filtres, etc...). Ce bon état de fonctionnement est régulièrement contrôlé dans le cadre du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).

L'article 6 de l'arrêté du 07 septembre 2009 relatif au contrôle précise :

A la suite de sa mission de contrôle, la commune consigne les observations réalisées au cours de la visite dans un rapport de visite et évalue les risques pour la santé et les risques de pollution de l'environnement présentés par les installations existantes.

Ce rapport de visite constitue le document mentionné à l'article L.1331-11-1 du code de la santé publique. Celui-ci est adressé par la commune au propriétaire de l'immeuble.

La commune établit, dans le rapport de visite, si nécessaire :

- Des recommandations à l'adresse du propriétaire sur l'accessibilité, l'entretien ou la nécessité de faire des modifications ;
- En cas de risques sanitaires et environnementaux dûment constatés, la liste des travaux classés, le cas échéant, par ordre de priorité à réaliser par le propriétaire de l'installation dans les quatre ans à compter de la date de notification de la liste de travaux. Le maire peut raccourcir ce délai selon le degré d'importance du risque, en application de l'article L.2212-2 du code général des collectivités territoriales.

Le propriétaire informe la commune des modifications réalisées à l'issue du contrôle.

La commune effectue une contre-visite pour vérifier la réalisation des travaux comprenant une vérification de conception et d'exécution dans les délais impartis, avant remblaiement.

La réhabilitation des systèmes d'assainissement non collectif devra se révéler conforme à l'arrêté du 07 septembre 2009. Les travaux d'aménagements, dans ce cadre, devront respecter les prescriptions techniques fixées par le DTU 64.1.

6.3 Volet eaux pluviales

L'esprit de la Loi sur l'Eau dans son volet pluvial est d'atteindre un double objectif :

- limiter l'impact de l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise des débits d'écoulement des eaux pluviales et des eaux de ruissellement ;
- limiter les impacts qualitatifs sur les milieux naturels sensibles au niveau des points de rejets principaux des eaux pluviales collectées ;

Compte tenu de la taille et de la configuration de la commune de Cintrey, aucune zone particulière n'y est retenue comme devant faire l'objet de mesures spécifiques de traitement des eaux pluviales et de ruissellement.

Le zonage d'assainissement prévoit que le réseau existant soit utilisé en tant que réseau d'eaux pluviales strictes. A ce titre, le réseau peut être amené à recevoir les eaux usées traitées par les filières d'assainissement non collectif.

Enfin des préconisations générales sont à émettre :

- Ralentir l'urbanisation en amont des bassins versants et limiter l'imperméabilisation des sols.
- Dans les zones actuellement desservies par les réseaux d'assainissement, tout aménagement de l'existant, tant en domaine privé qu'en domaine public, visant à limiter le raccordement des eaux pluviales et de ruissellement et/ou à en maîtriser les écoulements est encouragé : solutions alternatives, chaussée réservoir, revêtements de surface perméable, etc...
- Tout aménagement d'urbanisation conséquent, tel que la réalisation d'un lotissement par exemple, devra faire l'objet d'une attention particulière quant à la gestion des écoulements d'eaux pluviales qu'il induit. Si la nature et la taille du projet l'imposent, il fera l'objet d'une procédure de déclaration ou d'autorisation préfectorale telle que l'exige la Loi sur l'Eau dans son décret du 29 mars 1993. Cette démarche est à la charge de l'aménageur.

- Pour toute construction nouvelle, il devra être privilégié, dans la mesure du possible, l'infiltration à la parcelle des eaux pluviales ou le stockage dans cuve pour réutilisation des eaux pluviales (arrosage, lavage,...)

7 LISTE DES ANNEXES ET PLANS

7.1 **Annexes**

Annexe 1 : délibération du conseil municipal de Cintrey approuvant le projet de révision du zonage d'assainissement

7.2 **Plan hors texte**

Plan de zonage assainissement